

LE VENEZUELA DANS LE VISEUR DE TRUMP

*(ce texte a été rédigé quelques jours
avant l'intervention militaire américaine du 2 janvier 2026)*

Vous avez sans doute tous vu ces petites embarcations visées et détruites par l'armée américaine, en raison, nous dit-on, du fait qu'elles servent à transporter de la drogue. Cela se passe dans la mer des Caraïbes, au large du Venezuela, qui est le pays de l'Amérique latine géographiquement le plus proche des Etats-Unis, avec la Colombie. 25 frappes ont à ce jour tué 95 personnes.

Ce que l'on nous montre un peu moins, c'est que, dans la même région, Trump a mis en place une véritable armada. Dans les airs, il y a tellement d'avions de chasse US que deux collisions ont été évitées de justesse avec des avions civils. Sur mer, de nombreux bateaux de guerre américains, avec en particulier le porte-avions le plus grand au monde, USS Gerald-R.-Ford. Au total, 15 000 militaires américains sont sur zone.

Ce n'est évidemment pas la drogue qui est la préoccupation de Trump et de ses équipes. La drogue, c'est un écran de fumée destiné à camoufler ses intentions et ses pratiques, en particulier aux yeux d'un électorat à qui il a promis de ne jamais lancer les Etats-Unis dans une nouvelle guerre.

Ce qui préoccupe Trump et les dirigeants américains, c'est le pétrole. Car le Venezuela, c'est du pétrole. C'est d'abord le pays qui dispose des plus grandes réserves pétrolières prouvées dans le monde, estimées à 300 milliards de barils. Et c'est surtout, aux yeux des USA, le pays qui a nationalisé son pétrole alors qu'il était sous le contrôle des compagnies privées américaines.

Cette histoire date d'un siècle maintenant, quand le pétrole du Venezuela est découvert. Toute l'industrie pétrolière va être le fait des compagnies américaines : Standard Oil (via Creole Petroleum), Gulf Oil, Exxon, Mobil, ainsi que l'anglo-néerlandais Shell. Jusqu'aux années 1950, plus de 80% de la production est contrôlée par ces compagnies, toutes étrangères donc.

Pendant longtemps, le Venezuela moderne avait d'abord été le pays du cacao. Une véritable oligarchie du cacao vivait au 19^e siècle dans la capitale Caracas, des profits du cacao, obtenus par la mise en esclavage des Noirs. C'est en 1922 que le pétrole a surgi, à grands flots. C'est donc au Venezuela que les Etats-Unis implantent leur plus puissante mission militaire de l'Amérique latine. Dans son livre *Les veines ouvertes de l'Amérique latine* (1971), Eduardo Galeano (Uruguay) explique que durant les années 1950 et 1960, le cours du pétrole vénézuélien ne cesse de baisser

Les compagnies de pétrole qui contrôlent la production sont peu nombreuses et fonctionnent en cartel, en entente permanente. Cette baisse des prix, c'est de ce

monopole, l'un des premiers qui s'est mis en place au début du 20^è siècle capitaliste, qu'il provient. Toujours selon Galeano, " Les filiales du Venezuela produisant en 1957 plus de la moitié des bénéfices recueillis dans tous les pays par la Standard Oil de New Jersey. Les filiales vénézuéliennes fournirent à la Shell la moitié de ses gains dans le monde entier".

Voilà le monde dont rêve Trump et ses acolytes du monde du pétrole, voilà pourquoi il envoie son plus beau joujou de guerre. Pour Galeano, *"le pétrole, la richesse naturelle du Venezuela et d'autres pays latino-américains, source d'agressions et de pillages organisés, est devenu le principal instrument de leur esclavage politique et de leur dégradation sociale."*

Quelle part de la richesse exploitée empoche le Venezuela d'un côté, les compagnies de l'autre ? Réponse de Galeano : *"Les revenus arrachés à cette grande vache laitière ne sont comparables, proportionnellement au capital investi, qu'à ceux que touchaient dans le passé les négriers et les corsaires. Aucun pays n'a rapporté autant au capitalisme mondial en si peu de temps : le Venezuela a drainé une richesse qui, selon Rangel, dépasse celle que les Espagnols usurpèrent à Potosi (argent) et les Anglais à l'Inde. La première Convention nationale d'économistes a révélé que les bénéfices réels des compagnies pétrolières au Venezuela avaient atteint en 1961 38%, et en 1962 48%, bien que les taux reconnus par ces entreprises dans leurs bilans ne fussent respectivement que de 15% et 17%."*

Est-ce que le Venezuela a au moins un peu profité de cette manne pétrolière ? *"Ce qui est sûr c'est que, selon les chiffres officiels, le Venezuela n'a enregistré aucun nouvel investissement étranger au cours de la dernière décennie mais, au contraire, un retrait systématique. Le pays subit une saignée de plus de sept cents millions de dollars par an au titre de "rentes du capital étranger. Pendant ce temps, les coûts d'extraction du pétrole baissent en flèche car les firmes emploient de moins en moins de main-d'œuvre. Pour la seule période située entre 1959 et 1962, le nombre d'ouvriers a baissé de plus de dix-mille bras, un peu plus de trente mille personnes restant en activité (...). La production, au contraire, a beaucoup augmenté."*

Et Galeano continue : "Lorsque les puits ferment, survivre relève du miracle : seules demeurent les ossatures des maisons et les eaux huileuses empoisonnées qui tuent les poissons et lèchent les zones abandonnées. Le malheur s'attaque aussi aux villes qui vivent de l'exploitation des puits en activité en leur offrant les licenciements en masse et la mécanisation croissante. (...) Cabimas, qui, pendant un demi-siècle, fut la principale source de pétrole et qui apporta une telle prospérité à Caracas et aux compagnies, n'a même pas le tout-à-l'égout. C'est à peine si elle compte deux avenues asphaltées."

Comment les Américains ont-ils ainsi pu mettre la main si facilement sur cette richesse fabuleuse ? Galeano : *"L'euphorie remontait à loin. En 1917, au Venezuela, le*

pétrole coexistait déjà avec les latifundi (grande propriété agricole) traditionnels, les immenses étendues dépeuplées et les terres mal cultivées où les grands propriétaires surveillaient le rendement de leur main d'œuvre en fouettant les péons ou en les enterrant vivants jusqu'à la taille. A la fin de l'année 1922, le puits de La Rosa se mit à jaillir avec une production de cent mille barils par jour et l'orgie pétrolière se déchaîna. Les derricks et les chevalements poussèrent sur le lac Maracaïbo (...). Les accents de l'Oklahoma et du Texas résonnaient pour la première fois dans les plaines et la forêt (...). Soixante-treize sociétés surgirent en un tournemain. Le roi du carnaval des concessions était le dictateur Juan Vicente Gomez, un éleveur des Andes qui occupa ses vingt-sept années de pouvoir (1908-1935) à faire des enfants et des affaires. Gomez donnait de ses poches bien garnies des actions pétrolières et le donnait en récompense à ses amis à sa famille et à ses courtisans, au médecin qui soignait sa prostate et aux généraux qui veillaient sur sa vie (...).

" Les grandes puissances couvraient la poitrine de Gomez de brillantes décorations : il fallait bien approvisionner les automobiles qui envahissaient les chemins de la planète. Les favoris du dictateur vendaient les concessions à la Shell, à la Standard Oil ou à la Gulf : le trafic d'influences et la corruption déchaînèrent la spéculation et l'appétit pour les sous-sols. Les communautés indigènes furent dépouillées de leurs terres et de nombreuses familles d'agriculteurs perdirent, bon gré mal gré, leurs propriétés."

Voilà, derrière les belles légendes, comment le capitalisme s'est mis en place. Et voilà, aussi, par quel genre de type, comme ce Gomez, Trump aimerait remplacer le dirigeant actuel du Venezuela, Maduro.

Un premier changement est imposé aux Américains en 1976. Le président Carlos Andres Perez nationalise l'ensemble de l'industrie pétrolière du pays. Mais il y met des formes : les compagnies étrangères perdent la propriété des gisements, mais elles ne sont pas expropriées brutalement ; elles ne sont pas expulsées, elles deviennent des prestataires techniques, et, surtout, elles sont indemnisées.

Ce président est un social-démocrate, qui n'est ni marxiste ni révolutionnaire. Il est tout simplement nationaliste. Il est même anti-communiste et, pour montrer ses bonnes intentions, il demande à la société nationale du pétrole qu'il crée, la PDVSA, d'investir aussi aux Etats-Unis.

La réaction américaine est très calme ; non seulement ils ne décident aucune sanction, mais ils reconnaissent la nationalisation. Ils sont rassurés : en comparaison notamment avec l'attitude de Cuba qui s'est tournée vers l'URSS, le Venezuela reste dans le camp occidental. Le pétrole continuera d'aller vers les Etats-Unis.

Rappelons aussi que trois ans plus tôt, cela été le choc pétrolier de 1973. Les

pays arabes de l'OPEP ont décidé, contre les pays qui soutiennent Israël dans la guerre du Kippour, de faire monter les prix en flèche, en réduisant la production. Le prix du baril est multiplié par quatre dans le monde !

En fait, ces années 1970 sont celles d'une vague de nationalisations : Arabie saoudite, Iran Irak, Algérie ; les pays exploités et dominés commencent à parvenir à faire bouger les lignes de la domination, en la faisant reculer d'un cran.

On a donc une nationalisation "douce" au Venezuela en 1976. Cette situation apaisée entre les USA et le pays dure, avec des compagnies américaines toujours présentes, jusqu'aux années 1990. En fait, la société nationale, PDVSA est devenue un quasi instrument aux mains des compagnies américaines. Sur 100 dollars de profit fait sur du pétrole, de 60 à 67 dollars revenaient aux compagnies, et donc seulement de 33 à 40 dollars seulement à l'Etat.

C'est cette situation que Chavez, élu en 1998, va bousculer., avec ce qu'il appelle la Révolution bolivarienne. Il ne veut plus que l'essentiel du pétrole aille vers les seuls USA, ce qui rend l'économie dépendante des Américains. Il ne veut plus que la société nationale PDVSA continue d'investir aux Etats-Unis. Et, le plus important, ses réformes vont tordre le bras aux compagnies américaines : sur 100 dollars de profits nets, l'Etat doit en recevoir au moins 51 ; voire, sur certains secteurs plus stratégiques de 60 à 70 dollars.

Lorsque Chavez annonce sa loi, les cadres techniciens du pétrole, proches des intérêts américains ou hostiles à son projet, font grève. Chavez va jusqu'à licencier 18000 cadres et techniciens. L'argent ainsi récupéré par l'Etat, Chavez le destine à des programmes sociaux pour la population.

Une dizaine d'années de ce programme de Chavez va avoir un impact très important pour la population : le taux de pauvreté passe de 49% en 1998 à 27% en 2012. Le taux d'extrême pauvreté de 25% à 7,7%. Le taux de mortalité infantile est passé de 19/25 pour mille naissances à 10/13. Après des campagnes d'alphabétisation, le taux d'analphabétisme est tombé à zéro en 2005. Le taux de scolarisation dans le secondaire a augmenté de 20 points. Le nombre de repas scolaires est passé de quelques centaines de milliers à 4 millions. Entre 2011 et 2017, un million de logements ont été construits. L'accès à l'eau potable a progressé.

Sur le plan international, Chavez a établi des relations avec des pays comme l'Iran, Cuba, la Chine ou la Russie, profitant de son pétrole pour consolider les liens, essentiellement pour chercher des aides techniques pour l'industrie pétrolière, comme avec le russe Rosneft.

Les Etats-Unis, cette fois, ont donc réagi brutalement : plusieurs compagnies pétrolières américaines ont alors quitté le pays, comme Exxon et ConocoPhillips ;

Chevron est resté, mais avec un rôle très limité. Des sanctions ont été prises contre PDVSA : interdiction à toute entreprise américaine de faire affaire avec elle.

Chavez est mort d'un cancer en 2013. C'est Maduro, ancien chauffeur de bus, ex ministre des Affaires étrangères de Chavez, qui lui succède. Son élection de 2013, avec moins de 51% des voix, est reconnue. Par contre, la suivante, en 2018, où il déclare 67% des voix, ne l'est pas, par de nombreux pays. Et encore moins celle de 2024, notamment par l'Europe, qui qualifie la présidence de Maduro comme une "*usurpation de la présidence*". De fait, les résultats par bureau de vote ne sont pas publiés, ce qui empêche toute vérification indépendante ; des opposants ont été arrêtés, il y a des milliers de prisonniers politiques selon Human Rights Watch ; la justice et les médias semblent effectivement plus ou moins contraints.

C'est dans ce contexte que le Venezuela va de plus subir une chute des prix du pétrole, fin 2014 et jusque 2016. Après 2017 et surtout 2019, les sanctions ont été lourdement aggravées : coupure avec le système financier international, blocus naval contre toute exportation du pétrole, cyberattaque contre PDVSA

La production pétrolière du pays s'est effondrée, jusqu'à tourner à 1 million de barils par jour récemment. Des millions de Vénézuéliens ont émigré pour fuir la crise économique et politique.

On peut penser que le régime de Maduro a pris une direction un peu analogue que celle qu'a pris en son temps celui de Castro : tendance à aller vers la dictature, pour tenir face à des difficultés venant de l'intérieur et en même temps de l'extérieur. Ce qui prête évidemment le flanc aux critiques et attaques des impérialistes de tous poils, qui se targuent de leur démocratie.

Mais ce n'est pas du tout un retour à plus de démocratie que vise aujourd'hui Trump. C'est au renversement de Maduro, au profit d'un régime acceptant de revenir en arrière pour offrir plus de place aux compagnies pétrolières américaines. Peu importe le régime qui acceptera de le faire.

le 21 décembre 2025